

Article 31 du Règlement

gagner qui pourraient survenir cette année. Autrement, on est porté à croire que les familles agricoles vont connaître une autre année difficile dans leurs rapports avec un gouvernement intraitable et semble-t-il indifférent. La communauté rurale canadienne mérite mieux que ça.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, au nom de tous les Néo-Brunswickois, je tiens à féliciter Mark Lackie qui a obtenu une médaille d'argent pour le relais 5 000 mètres de patinage de vitesse aux XVI^e Jeux olympiques à Albertville, en France.

Mark était le seul membre de l'équipe canadienne qui venait du Nouveau-Brunswick, et le seul fils de cette province à avoir remporté une médaille d'argent à des olympiades d'hiver.

Son exploit remarquable nous rend tous fiers d'être canadiens et remplit les Néo-Brunswickois de fierté.

Félicitations, Mark, et bonne chance dans tes futures compétitions de patinage.

* * *

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, à plusieurs occasions, le gouvernement a fait des déclarations importantes au sujet de l'éducation, notamment dans le discours du Trône et par l'entremise de ses ministres. Mais quelles mesures concrètes a-t-il prises?

Cette année seulement, le gouvernement réduira de nouveau les paiements de transfert, les amputant de 250 millions de dollars. Quelles sortes de répercussions aura cette décision? Des répercussions néfastes sur le nombre et la qualité des programmes d'enseignement, de formation et de recyclage et de recherche et développement.

Le gouvernement commence à privatiser l'aide financière aux étudiants. Il est censé éliminer les frais d'administration de 3 p. 100 prélevés sur les prêts aux étudiants. Cependant, comme ces frais seront inclus dans le taux d'intérêt, les étudiants finiront par payer davantage. Quand on pense que le délai de six mois sans intérêt accordé aux diplômés sans le sou a été supprimé, on voit que le gouvernement ne fait qu'augmenter la dette sans cesse croissante des étudiants canadiens. Le fusionnement du Conseil de recherches en sciences humaines et du Conseil des arts du Canada ainsi que la dissolution du Conseil des sciences du Canada et du Conseil économi-

que du Canada le prouvent bien: le gouvernement a perdu le nord.

[Français]

Pour les étudiants et les étudiantes, monsieur le Président, il n'y a rien là. C'est une coquille vide.

* * *

NATIONAIRE

M. Vincent Della Noce (Laval—Est): Monsieur le Président, depuis le 19 novembre 1991, c'est le lock-out chez Nationair. Plusieurs de mes concitoyens y travaillent. Cinquante-et-un pour cent du trafic à Mirabel était destiné à Nationair, et toute l'économie de Mirabel passe par Laval. Depuis le tout début de ce lock-out, le syndicat force les employés à faire un boycottage de Nationair. Les grévistes utilisent des tactiques fallacieuses pour arriver au but: intimidation envers les voyageurs, mise en doute de la sécurité et de l'équipement. On utilise même des élus du NPD pour faire des pressions.

Bref, monsieur le Président, les syndicats se servent des employés sans défense pour anéantir une compagnie nationale. Le contrôle de ce syndicat, selon moi, semble appartenir à certaines personnes de Toronto qui n'ont pas intérêt à régler, et particulièrement la FTQ au Québec, qui semble avoir 25 p. 100 des actions dans Air Transat, concurrent de Nationair. Malheureusement, dans toute cette histoire, ce sont les employés qui en font les frais, et ils sont en train de se mettre à dos les autres employés.

Monsieur le Président, je tiens à rassurer ces employés de mon appui, et somme le Syndicat d'arrêter de se remplir les poches au détriment des travailleurs.

* * *

• (1410)

[Traduction]

LA CONDITION FÉMININE

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, les compressions budgétaires annoncées hier constituent un obstacle à l'avancement des femmes au Canada. En ce qui concerne l'équité salariale, le gouvernement a déclaré qu'il ne fera aucun paiement rétroactif à une date antérieure au mois de novembre 1990. Malgré tout ce qu'il a dit, il ne fait donc rien de concret pour assurer aux femmes un statut égal sur le marché du travail.

Le gouvernement a également menacé de supprimer le programme d'allocation au conjoint si les décisions rendues relativement aux affaires qui sont actuellement devant les tribunaux l'obligeaient à verser des sommes importantes. La majorité des personnes âgées à faible revenu qui bénéficient de cette allocation sont des fem-